

Ramazanoglu, Huseyin (Ed.), *Turkey in the World Capitalist System : A Study of Industrialisation, Power and Class*.  
Hampshire (Engl.), Gower Publishing Company, 1986, 272 p.

B.G. Spiridonakis

Volume 18, Number 4, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702283ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702283ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Spiridonakis, B. (1987). Review of [Ramazanoglu, Huseyin (Ed.), *Turkey in the World Capitalist System : A Study of Industrialisation, Power and Class*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing Company, 1986, 272 p.] *Études internationales*, 18(4), 903–906. <https://doi.org/10.7202/702283ar>

caux. La troisième partie, divisée elle aussi en deux chapitres, traite des idéologies, des structures et des activités de mouvements radicaux. La culture politique des États radicaux est caractérisée par l'exercice de pouvoir personnel, en général à la suite d'un coup d'État militaire et cette origine amène avec elle une mentalité « conspiratrice ». Parce que ces nouveaux leaders n'ont pas d'assise dans la légitimité traditionnelle, ils versent dans le populisme et, au lieu de construire des institutions politiques durables, ils s'efforcent constamment d'établir des liens directs avec leur peuple (p. 31). Daweesha insiste sur le fait que ces leaders doivent être perçus comme toujours favorisés par le succès (p. 41) et, ainsi, ils sont plus des pragmatiques que des idéologues (p. 48). L'auteur constate des caractéristiques similaires par rapport aux mouvements radicaux, la différence se trouve au niveau de l'analyse car il change du niveau régional au niveau micro de l'État même (p. 77).

Dans son chapitre de conclusion, Daweesha insiste pour dire « qu'il n'existe pas un seul mouvement radical uni aux niveaux idéologique et organisationnel, qu'il n'existe pas une conspiration radicale, qu'il n'existe pas de confrérie radicale cohérente » (p. 131). Il admet que « le radicalisme arabe ... constitue un problème aigu pour les États-Unis » (p. 133). Néanmoins, il critique la position qui voudrait que la seule façon de combattre ce radicalisme est par « la force écrasante » (p. 134). Il utilise l'histoire pour démontrer que l'utilisation de la force n'a pas toujours eu les résultats attendus car, le processus même d'abattre un mouvement radical produit un autre mouvement radical (p. 135). La solution qu'il préconise est d'instituer des mesures de « démocratisation graduelle » qui serviraient comme soupapes (pp. 143-144).

Ainsi, le livre fait un effort louable pour offrir une perspective alternative sur le « radicalisme arabe » qui, d'ordinaire, est soit ignoré par les analystes politiques soit jugé comme irrationnel et ainsi pas retenu par l'analyse scientifique. Néanmoins, il y a quelques points à soulever en commençant par la conclusion pour remonter aux prémisses de base du livre.

On remarque que Daweesha semble mettre en contraste le « radicalisme » en tant que tel et la « démocratie » (p. 144), dans l'absolu. En premier lieu, il n'y a rien dans le « radicalisme » qui soit de façon inhérente nécessairement antidémocratique. En deuxième lieu, on pourrait expliquer la centralisation du pouvoir et la mentalité conspiratrice des régimes et des mouvements radicaux par leur vulnérabilité vis-à-vis des tenants du *statu quo*.

La « solution » proposée par Daweesha semble se trouver uniquement dans le domaine des perceptions. Ainsi, pour lui, « un changement vers des positions plus modérées de la part des radicaux ne pourrait être considéré comme sérieux et permanent que lorsqu'il y aurait un changement fondamental dans la perception du monde de la part des leaders radicaux arabes et de leur population qui implique une réorientation dans leur perception de leur rôle dans le système arabe, du rôle d'Israël au Moyen-Orient et du rôle des États-Unis vis-à-vis des deux systèmes » (p. 46). Il n'explique pas comment ce changement de perception pourrait se produire. Il semble ignorer complètement les conflits d'intérêts très réels entre les tenants du *statu quo*, alliés directement ou indirectement avec Israël et les États-Unis, et ceux qui prônent la transformation dramatique, les « radicaux ».

Norma SALEM

*Institut québécois de Recherche  
sur la Culture, Montréal*

RAMAZANOGLU, Huseyin (Ed.), *Turkey in the World Capitalist System: A Study of Industrialisation, Power and Class*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing Company, 1986, 272 p.

Ce livre est composé de huit essais, présentés sous forme de chapitres, dont quatre fournis par l'éditeur lui-même. Un provient de Caroline Ramazanoglu, qui semble avoir aussi contribué à l'édition de la collection. Le reste, produit de trois autres auteurs turcs, a déjà

paru sous une forme ou sous une autre dans des publications qui sont difficilement accessibles au Canada. Chacun de ces essais est bien documenté, avec références aux sources, et accompagné d'une bibliographie spécialisée en anglais et en turc.

Selon H. Ramazanoglu, de la Section d'études sociales et historiques de l'École Polytechnique de Portsmouth, en Angleterre, l'objectif principal est de nous présenter la mise en place du système capitaliste en Turquie contemporaine. Par conséquent tous ses collaborateurs, en commençant par lui-même, orientent leur analyse vers certaines questions qui ont rapport aux décisions économiques des gouvernements turcs des deux dernières décennies.

Exception faite de l'éditeur lui-même, l'approche de tous les auteurs est strictement analytique. Ils partagent tous la conviction que la période qu'ils étudient est très importante dans le processus de transition de la société et de l'économie turques à l'étape de la modernisation par le truchement du développement économique en général. Selon eux, les différents gouvernements turcs des vingt dernières années, ne pouvant pas satisfaire tout le monde dans une société de plus en plus divisée par des questions fondamentales touchant au partage des profits du travail et du capital, ont préparé l'avènement du régime militaire. Les rapports qui ont existé, et qui n'ont fait que se multiplier après le coup d'État du 12 septembre 1980, entre la bourgeoisie naissante du pays et la direction de l'armée d'une part, et le capital international d'autre part, servent comme points de référence à tout ce qui arrive à l'économie et à la société turques.

La Turquie contemporaine est présentée dans cette série d'essais comme le cas typique d'un pays tiers-mondiste qui se laisse entraîner par ses classes dirigeantes dans le circuit du système capitaliste. Comme résultat, elle subit une série de transformations brutales dans toutes ses institutions économiques, sociales, voire même politiques. Au cours de ces deux dernières décennies, l'économie et la société turques ont vécu des transformations profondes évitant des rajustements sur tous les plans. Les inégalités accompagnant ces chan-

gements brusques donnèrent lieu aux remous populaires qui provoquèrent à leur tour l'imposition d'un régime militaire. Le prix, donc, que le peuple turc fut appelé à payer pour son intégration dans le système capitaliste fut assez lourd, car, en dernière analyse, le démantèlement de la démocratie fut certainement préjudiciable à l'intérêt national à long terme.

Selon l'éditeur de ces essais, la Turquie contemporaine constitue un modèle typique de toute une catégorie de pays dont l'économie se trouve à une étape de développement comparable. Ce pays, plus ou moins marginal d'un Occident hautement industrialisé, est présenté comme faisant partie intégrale d'un ensemble économique qui réunit le capitalisme occidental d'une manière organique. De plus, il est un marché avide de capitaux et de produits de consommation, tout en étant une source de main-d'oeuvre à exploiter.

Puisque le fait important que la Turquie met sa machine militaire à la disposition des pays de l'OTAN n'est pas évoqué, les auteurs consacrent leur attention aux transformations économiques et politiques. Ils préconisent d'une certaine manière le type de régime politique qui viendra chapeauter la fin de cette évolution. Leur but est, toujours selon l'éditeur de ce livre, d'étudier la naissance, l'affirmation et le fonctionnement du capitalisme en Turquie contemporaine, d'établir ses rapports avec l'industrie et avec les classes dirigeantes, enfin, de faire un effort pour identifier les conséquences que ces changements pourraient avoir sur la structure sociale de la Turquie de demain.

Sur le plan de la présentation matérielle, le lecteur attentif remarquera quelques imperfections qui déconcertent: coquilles d'imprimeur, phrases omises ou sans verbe, des mots, ou même une ligne entière, imprimés deux fois, une date qui déroute, enfin une ponctuation qui laisse à désirer. Il trouvera même que l'auteur principal devient parfois répétitif non seulement pour ce qui est de sa thèse, mais aussi en nous présentant certains faits ordinaires: par exemple, l'année de la fondation de *Is Bankasi* mentionnée trois fois en l'espace de sept pages.

Dans le premier chapitre, Huseyin et Caroline Ramazanoglu soulèvent quelques points importants touchant aux inégalités qu'on trouve dans le système capitaliste contemporain. Ce système fait figure de parasite qui appauvrit les régions périphériques où il s'impose, selon eux. La Turquie contemporaine fait partie d'un ensemble capitaliste mondial dans lequel elle joue un rôle important, si ce n'est que pour la main-d'oeuvre qu'elle y contribue. Mais ce système, qui tend naturellement à l'universalité, évolue d'une manière inégale dans les différentes parties du monde. Lorsqu'il se trouve menacé par le socialisme, il se défend avec acharnement et traite ses adversaires avec brutalité. Enfin, se référant au rôle que joue l'industrie des armes dans le système capitaliste international, les auteurs avancent qu'elle constitue son appui principal et que l'économie occidentale s'effondrerait sans elle.

Dans le deuxième chapitre Huseyin Ramazanoglu fait une esquisse de l'évolution du capitalisme en Turquie de ses origines ottomanes en 1839 jusqu'en 1950. Ayant présenté ses prémisses théoriques d'une manière générale, l'auteur fait une sorte d'entrée en matière pour la problématique du reste de ce livre. Il s'agit, bien entendu, d'un tableau général des conjonctures historiques qui expliquent la mise en place du système capitaliste en Turquie contemporaine. Les transformations économiques et sociales donnent le pouvoir politique à la bourgeoisie naissante qui le gardera jusqu'au moment de l'intervention des militaires.

D'après le titre qu'il a donné au troisième chapitre, ce même auteur devait y parler de la politique d'expansion industrielle du gouvernement turc depuis les alentours de 1950 jusqu'à l'intervention du Fonds Monétaire International en 1979. Ce dont il est surtout question dans ce chapitre est la lutte entre partis politiques qui représentent certaines tendances de la classe dirigeante. Cette lutte pour le pouvoir finira par déstabiliser ce que l'auteur appelle la « démocratie indigène ». Porteparole et champion du capitalisme international, le FMI intervient alors pour imposer ses conditions dans le but de rationaliser l'économie turque afin de mieux l'intégrer dans son

propre système. Naturellement, ceux qui détenaient alors le pouvoir économique en Turquie ne pouvaient qu'accepter avec soulagement cette intervention qui ne servait que les intérêts du FMI et du capital étranger. De cette manière, le pays se départit de son indépendance sur le plan monétaire. Désormais sa politique d'expansion économique fait partie intégrante du système capitaliste international alors que le gouvernement se voit dans l'obligation de garder le marché turc ouvert aux économies avancées de l'Occident.

Dans le quatrième chapitre, M. Kutlay Ebiri, de l'Université Technique d'Ankara, présente les différentes coordonnées de ce qu'il appelle l'« *apertura* » turque, c'est-à-dire le processus de transition de l'économie d'une étape relativement autonome à une d'expansion au-delà des frontières du pays. Les arguments pour ou contre l'internationalisation de l'économie nationale sont présentés d'une manière lucide, l'auteur se prononçant en faveur des politiques suivies par le gouvernement. Les implications de cette option sont évidentes : l'économie turque, et tout ce qui en dépend, devient auxiliaire du système capitaliste occidental.

Professeur d'économie à la même institution, M. Fikret Senses est l'auteur du cinquième chapitre qui oriente la discussion vers les politiques de stabilisation que le gouvernement turc a mis en application depuis le coup militaire de 1980. Il cherche ensuite à établir ses effets à long terme sur l'économie du pays. Ce travail va dans le sens des idées avancées d'abord dans sa thèse de doctorat, présentée en 1979 au London School of Economics et ensuite dans un article publié au *METU Studies in Development*, 8 (1981). Retenant le style doctoral, l'auteur conclut que le gouvernement doit augmenter ses investissements au secteur industriel tout en ouvrant le pays au commerce international : il défonce des portes ouvertes.

Dans le sixième chapitre, Caroline Ramazanoglu brosse un tableau général du phénomène de la migration des ouvriers turcs vers l'Europe occidentale. Puisant librement dans un rapport qu'elle a fait pour le Conseil Bri-

tannique de Recherches en Sciences Sociales en 1977, ainsi que dans une communication qu'elle présenta à la Conférence de l'Association des Sociologues Britanniques en 1981, elle oriente la discussion aux conséquences économiques et sociales qu'a eues cette migration massive des paysans turcs sur l'économie et sur la société turques d'aujourd'hui. Ce phénomène est perçu comme le résultat d'une convergence d'intérêts complémentaires. Soulagé d'un surplus de main-d'oeuvre dans les villes et campagnes, le gouvernement turc trouve son bonheur dans les devises que les travailleurs turcs à l'étranger expédient à leur pays. D'autre part, les pays industrialisés de l'Europe font d'une pierre deux coups: ils ont à leur disposition une main-d'oeuvre bon marché, mais aussi un nouveau marché pour leurs produits, ce qui leur permet de récupérer leurs devises exportées, et avec profit!

Feroz Ahmad, professeur d'histoire à l'Université de Boston, connu pour sa monographie sur les *Jeunes Turcs* (Oxford, 1969), signe le septième chapitre, qui est consacré aux circonstances politiques et aux causes profondes qui ont provoqué la mise en veilleuse des institutions démocratiques. Pendant les vingt années qui ont précédé le putsch militai-

re de 1980, la société turque s'est trouvée en plein milieu d'un tourbillon d'intérêts en conflit, conduisant le pays dans une impasse: l'entreprise privée fut paralysée, les investissements furent ralentis, le capital étranger s'éloigna de la Turquie. L'auteur nous laisse entrevoir que l'intervention des généraux était toute faite pour rassurer tout le monde.

Enfin, dans le dernier chapitre, qui est aussi une conclusion, l'éditeur et auteur principal de ce livre évoque les rôles du gouvernement, de l'armée, des classes dirigeantes, ainsi que du capital international dans le fonctionnement de l'économie turque. Faisant le bilan des trois premières années sous la dictature militaire, il constate que le capitalisme naissant turc trouva en tout fin de compte les conditions propices pour son enracinement, ce qui est aussi en conformité avec les intérêts du capitalisme international. Mais en se mettant à la remorque du système capitaliste occidental la Turquie devient par ce fait même son satellite.

B.G. SPIRIDONAKIS

*Département d'histoire  
Université de Sherbrooke, Canada*